

Perdons pas l'fil

Le journal du Planning Familial de l'Isère

30, boulevard Gambetta 38000 Grenoble ☎ : 0476879461



Chères amies, chers amis,

Nous avons le plaisir de vous inviter à notre Assemblée Générale qui se déroulera le Jeudi 18 juin 1998 à 18h au Planning Familial de Grenoble.

La première partie de la réunion, de 18h à 20h, est consacrée au fonctionnement institutionnel de notre association. Il s'agit de débattre et de voter le rapport moral qui analyse et évalue les problématiques politiques, sociales et pédagogiques formulées par le Planning Familial de l'Isère. Cette réflexion est liée au rapport financier soumis également au débat et au vote. Ce temps est suivi par une synthèse de rapports d'activités qui nous permet d'appréhender le travail réalisé par les groupes locaux. Enfin, l'élection du nouveau conseil d'administration clôt ce premier moment institutionnel.

Après une pause le temps d'un apéritif, nous aurons le plaisir de vous convier à assister, en seconde partie, de 20h30 à 21h, à la représentation d'une fable intitulée « Mine de rien... » et interprétée par l'atelier de création théâtrale « Les Baladins de l'erre du temps ». Denise Savier, psychologue au Planning Familial de Grenoble, nous présente le projet qui a prévalu au montage de cette troupe : « c'est un atelier de création qui a été un mélange de population, des générations, des sexes, dans un lieu rural. Soit une volonté d'hétérogénéité sociale et culturelle. » De ce point de vue, la saynète présentée à l'assemblée générale a été montée pour une fête organisée par le Sou des écoles d'une commune du nord-Isère, elle répond donc à des impératifs de formes (courte durée, public enfant...) qui ont été articulés à un propos caractéristique d'un « théâtre engagé », c'est-à-dire qui « doit être un reflet de ce qui se passe dans le monde politique, par exemple la question du rejet de la différence, de la montée inquiétante de l'exclusion, des avancées des idées xénophobes et racistes ». En ce sens, cette création collective est, pour Denise Savier, la mise en œuvre « d'autres outils de militantisme et de communication, plus proches d'un langage populaire ».

La transition est donc toute trouvée pour annoncer le thème du débat qui suivra cette représentation, de 21h à 22h30, nous discuterons les sujets évoqués dans ce travail théâtral autour d'une question qui nous concerne et nous engage individuellement et collectivement : « Quelles actions, pour le Planning Familial de l'Isère, à continuer, à soutenir, à entreprendre dans l'espace public pour mieux vivre ensemble ? ».

Ce débat est aussi sous-tendu par la transition actuelle des formes de la mobilisation politique, qui veut qu'on ne désire plus être encadré dans une organisation mais que pour autant on serait prêt à se mobiliser en masse pour une cause jugée juste... comme la lutte anti-F.N pour les lycéens, la défense des acquis sociaux pour les travailleurs, les sans-papiers pour les cinéastes etc. Quelles paroles agissantes et symboliques aujourd'hui au Planning Familial sur la base de nos pratiques d'écoutes, de soins et d'accompagnement ? Quelles concrétisations d'une perspective féministe dans nos actions ? Autant de questions fondamentales qui nous invitent à l'imagination, la re-création dans la mise en commun d'expériences et de réflexions.

Enfin, il sera l'heure de la récréation, de 22h30 à 23h avec le buffet de clôture que nous vous proposons pour achever une assemblée générale qui s'annonce riche en événements.

P1 SPECIAL ASSEMBLEE GENERALE

P2/P3 L'ALGERIE AU COEUR

P4 LES BREVES DE LA DOC

14 mai 98: l'Algérie au coeur

Parce qu'il ne se passe pas une journée sans que nous pensions douloureusement à l'Algérie, et parce que les femmes algériennes sont au cœur du paradoxe tradition / modernité où les enjeux politiques, économiques et sociaux les prennent pour cible, L'Assemblée des femmes Isère, Le Centre d'Information féminin (C.I.F.-C.I.D.F) et le Planning Familial de l'Isère ont organisé une conférence – débat le 14 mai dernier sur le thème du combat des femmes pour la démocratie. Nous nous faisons donc aujourd'hui les rapporteurs de cette soirée animée par nos invitées, Souad Khodja et Andrée Dore-Audibert, qui nous ont informé à la fois sur les conditions socio-historiques du combat des femmes en Algérie comme sur la vie au quotidien pour des responsables associatives dans un pays

en guerre. Leur présence commune et respective, avaient pour but ultime l'émergence d'un soutien concret aux besoins relevés sur des terrains différents. A savoir ceux de l'association où travaille Souad Khodja, « Femmes en détresse », cette association tient des permanences juridiques à Alger et gère un petit centre d'hébergement chargé de recueillir des femmes qui ont subi des violences et de les réinsérer en six mois... même si, « naturellement, elles sont là pour plus longtemps ». Ainsi que ceux de l'association nationale des Françaises à l'étranger (ANFE) présidée par Andrée Dore-Audibert, qui nous aura interpellé sur une situation méconnue et cachée.

La soirée débuta donc sur la conférence de Souad. Elle nous donna quelques données quantitatives fondamentales concernant les femmes dans son pays, avant de nous livrer son analyse historique et politique du combat des femmes pour la démocratie. Seulement 9, 22% des algériennes ont une activité salariée, c'est un des taux les plus faibles du monde arabe, ce qui fait environ 500000 femmes qui travaillent sur une population active de 4 millions, mais cette activité féminine est proportionnellement beaucoup plus qualifiée que celle des hommes (47, 16% de niveau secondaire ou supérieure contre 15%). Plus encore qu'ailleurs, elles occupent des emplois caractéristiques, dans le secteur médical et de l'enseignement. Un recensement doit avoir lieu cet été, qui apportera



certainement des éléments permettant de nouvelles analyses sur la situation des femmes dans ce pays. Leur participation politique est dérisoire et n'évolue pas dans un sens favorable : entre 1987 et 1991, elles n'étaient que 7

pour 295 représentants au parlement, après les élections de 1997, elles ne sont que 13. Le mouvement pour l'émancipation des femmes algériennes est ancien, il fut même porté par des hommes dans les années vingt (sur l'interdiction de la polygamie etc.). C'est naturellement la participation des femmes à la Libération nationale qui est fondateur, à plusieurs égard, de la situation actuelle du combat des femmes. Elles furent plus de deux milles dans le maquis, à des postes de logistiques ou de soins, ce sont les « visibles », il faut aussi

compter sur les femmes qui, nombreuses dans la population civile, servaient de « chouff » (voir) pour le renseignement ou les ravitaillements. Elles faisaient aussi le relais entre le public et le privé en visitant les prisonniers, en s'occupant des papiers administratifs etc. Pas une seule ne fut décorée, elles retournèrent au foyer dans un moment politique focalisé sur la question nationaliste et non féministe. « Ce sont des femmes emblématiques pour nous, qui sommes passées du nationalisme au féminisme » précisera Souad avant d'entamer son exposé sur les événements récents qui ont mobilisé les algériennes. Les années 80 voient les premiers signes de la radicalisation de la société contre les femmes, par exemple, avec la tentative d'imposer (en dehors de toute justification juridique ou législative) « l'accompagnement » des femmes qui voyagent seules. C'est aussi et surtout la question douloureuse du Code de la famille qui fut l'enjeu pendant longtemps de clans politiques rivaux qui n'arrivèrent pas à imposer ces mesures coercitives à l'encontre des femmes tant que leur vigilance demeurait intacte (appel au président de la République, déclaration de non constitutionnalité du texte etc.). En 1984, pour contrer ces femmes mobilisées, le Code fut adopté en une nuit, dans le secret, et proclamé le lendemain sans que les femmes ne puissent réagir. Aujourd'hui, il semble difficile d'imaginer une mobilisation des femmes françaises contre ce Code de la famille sans tomber dans une ingérence de mauvais aloi, Andrée Dore-Audibert proposa par contre que cette action soit dirigée vers les gouvernants, par exemple européens, qui devraient conditionner leurs accords bilatéraux à la question du rétablissement des droits des femmes en Algérie. Les associations de femmes en lutte sont environ une trentaine, ce sont elles qui sont à l'origine de l'appel à la résistance du 22 mars 1993. Leurs actions sont naturellement freinées par la crise actuelle : « en situation normale, on

mobilise énormément » nous dira Souad, « là, dans ces conditions, les femmes ont peur de sortir, tout le monde surveille tout le monde »... D'autant plus quand on est une intellectuelle associative et laïque, et qu'on a aussi perdu cette sociabilité de femmes populaires qui se retrouvent au hamman ou aux fêtes religieuses. Souad reste pourtant optimiste quand elle constate le déclin de l'intégrisme islamique dans des quartiers populaires au profit par exemple de femmes politiques... elle pense que le sens de l'histoire de l'homme ira vers plus de civilisation.

A l'issue du débat, nous avons proposé d'inviter la présidente de l'association algéroise à Grenoble afin d'évaluer avec elle une adéquation entre nos ressources et leurs besoins, dans l'idéal il s'agirait de mettre en œuvre un échange d'expériences entre nos associations et un transfert de compétences.

Andrée Dore-Audibert est aussi une femme d'action et de réflexion. Elle aura su nous sensibiliser à la situation des Françaises en Algérie, des femmes à égalité avec les Algériennes, qui venant d'un pays de droit, deviennent là « mineure juridique à vie » à moins qu'elles ne se réfugient à l'Ambassade ou au Consulat. Il y a encore la question des dix milles enfants binationaux qui ont des problèmes de cultures et de systèmes éducatifs. Depuis la guerre civile, environ 5 à 6000 personnes se sont réfugiées en France, pour s'entendre dire parfois par des agents de l'administration de leur pays d'origine : « fallait pas se marier avec un arabe ! ». Elle évoqua par ailleurs la situation des familles de réfugiés algériens en Tunisie, qui émigrent légalement vers le Québec par exemple (et quel exemple !), mais qui pour une quarantaine d'entre eux n'ont plus les moyens de survivre ayant épuisé toutes leurs économies. Ce dossier pourrait être suivi par la municipalité.

Les brèves de la doc'

Khalida Messaoudi (entretien avec Elisabeth Schemla)

Une algérienne debout / Edition Flammarion 1995 – 214 p.

Condamnée à mort par le FIS, Khalida Messaoudi a longtemps vécu et milité à Alger dans la clandestinité. Les intégristes ne lui pardonnent pas d'avoir soutenu l'interruption du processus électoral en 1991 qui aurait dû les amener au pouvoir. Leader féministe, elle mène la lutte pour l'égalité des sexes et la citoyenneté, elle est le fer de lance du combat contre le code de la famille. Adversaire de toutes négociations avec le FIS, elle se bat pour l'instauration à terme d'une démocratie dans son pays. Khalida Messaoudi apporte un témoignage passionnant sur l'histoire de l'Algérie indépendante et démontre qu'il n'y a qu'une seule réponse à opposer aux islamistes : la résistance.

Lafita Ben Mansour

Le chant du lys et du basilic / Edition de la Différence 1998 – 356 p.

L'auteure est née en 1950 à Tlemcen. Ce premier roman épuisé depuis sept ans est enfin disponible dans une version remaniée. Ce récit retrace une enfance algérienne, partagée entre deux cultures à la fin de la décolonisation et sur fond de guerre. Cet ouvrage nous fait partager l'expérience dans son propre pays d'une émigrée de l'intérieur. C'est aussi un véritable chant d'amour à la gloire des femmes algériennes.

Andrée Dore-Audibert

Des françaises d'Algérie dans la guerre de libération / Edition Karthala

Au cours de la guerre d'Algérie, des Françaises ont pris part de diverses manières au combat de libération nationale. D'origine française, espagnole ou italienne, berbères judaïsées, femmes venues de métropole pour exercer leur métier, communistes, catholiques... ces femmes ont traversé les mêmes épreuves que les Algériennes : arrestation, garde à vue, emprisonnement, torture, condamnation, expulsion... Fait des interviews et des récits de femmes elles-mêmes, qui plus de trente ans après les événements parlent de leur engagement, ce livre vient raviver notre mémoire, à l'heure où l'Algérie traverse une période tourmentée.

Andrée Dore-Audibert et Annie Morzelle

Vivre en Algérie. Des Françaises parlent / Kathala

Qui sont ces Françaises qui vivent aujourd'hui en Algérie ? Comment vivent-elles dans un pays où la femme est « une mineure juridique à vie » ? Ce livre contient :

- des réflexions sur nos compatriotes, sur leur vie, la perte de leur autonomie, de leur personnalité souvent, les réactions de la communauté algérienne vis-à-vis de l'étrangère, l'éducation des enfants face aux interdits qui persistent, à la religion ;
- des portraits, aussi, de celles qui ont su affirmer leur personnalité et s'intégrer dans leur vie de couple avec les deux cultures ;
- les conditions de vie de la communauté pied-noire résiduelle et des congrégations religieuses.